

(N° 213)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MARS 1923.

BUDGET DU MINISTÈRE DES COLONIES POUR L'EXERCICE 1923 ⁽¹⁾. (Dépenses métropolitaines.)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE ⁽²⁾, PAR M. FORTHOMME.

MESSIEURS,

La nécessité de présenter en deux Budgets distincts, celui de la Colonie et celui de l'Administration métropolitaine, les recettes et les dépenses du Congo belge, ne laisse pas que d'occasionner certains inconvénients. Ils sont apparus plus nettement cette année.

Le Budget des dépenses métropolitaines a en effet été examiné au Sénat d'abord, alors que la Chambre, elle, n'était saisie que du Budget de la Colonie. Pour peu qu'on songe à la liberté avec laquelle sont menées les discussions en Sections et à la Commission spéciale, on conçoit qu'il est bien difficile de classer après coup les opinions émises à propos de l'un ou de l'autre Budget.

Telle observation faite lors de l'examen du Budget de la Colonie relevait en réalité de celui du Ministère. Telle autre, au contraire, qui fut formulée à propos du Budget métropolitain aurait dû venir plus tôt, au moment où se discutaient les dépenses coloniales proprement dites.

Le redressement est plus laborieux encore quand il s'agit de vues générales, de

(1) Budget, n° 4 - X.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les membres de la Commission permanente des Colonies : MM. TIBBAUT, président, BRANQUART, BRIFAUT, DE BÉTHUNE, DU BUS DE WARNAFFE, FISCHER, FORTHOMME, HUBIN, LAMBORELLE, MATHIEU, MAX, PIÉRARD, RENKIN, RICHARD, VAN CAUWELAERT et VAN REMOORTEL.

b) Six membres désignés par les Sections : MM. DE LIEDEKERKE, DELACOLLETTE, FORTHOMME, COLLEAUX, GOLLIER et CARTON DE WIAAT.

principes touchant à la fois aux affaires d'Afrique et aux affaires de la mère patrie. Quelque effort qu'ait fait votre Commission, elle n'a pu remédier qu'imparfaitement à la difficulté rencontrée et c'est ainsi que le présent rapport renfermera, par nécessité, des observations dont la place eût été peut-être mieux indiquée dans le rapport précédent.

Aussi le vœu a-t-il été formulé de ne plus voir disjoindre les deux Budgets coloniaux lorsque le Gouvernement en effectue le dépôt soit à la Chambre, soit au Sénat. De même, elle insiste pour que rien ne soit changé à l'usage qui s'était établi dans notre Assemblée de procéder en même temps à la discussion générale des deux Budgets.

* * *

Les chiffres du Budget métropolitain pour 1923 sont en apparence supérieurs à ceux de l'exercice précédent, 5,141,970 francs au lieu de 4,451,557 francs. En réalité, le Budget comporte cette année un poste de plus, le n° 25, avec un crédit (non limitatif) de 800,000 francs, destiné à assurer le service des anciennes pensions coloniales. Vous savez, Messieurs, qu'il n'y a là que le redressement d'une situation devenue injustifiable.

Le fait est qu'il y a une diminution de 109,587 francs sur l'ensemble des autres postes. Sans être bien considérable, elle a néanmoins été notée avec faveur par votre Commission.

Il a été signalé que la somme de 235,800 francs portée à l'article 16 (dépenses de laboratoire, de collections et de bureau du Musée de Tervueren) devrait être révisée soigneusement en tenant compte de la situation difficile de nos finances publiques.

Un membre a rappelé que le Ministère des Colonies comptait encore un trop grand nombre de fonctionnaires en disponibilité, ce qui entraîne une charge sensible pour le Trésor. Il a exprimé le vœu de voir bientôt aboutir les démarches annoncées dans le sens d'une utilisation de ces fonctionnaires par les autres Départements ministériels.

* * *

Les rapports entre l'administration métropolitaine et l'administration dans la Colonie ont fait l'objet d'une discussion prolongée. Il a notamment été question des arrêtés royaux du 6 juillet 1922.

Certaines dispositions de ces arrêtés permettent au Gouverneur Général et aux Gouverneurs de province de correspondre directement avec le Secrétaire Général pour ce qui concerne l'exécution, dans la métropole, du budget colonial. Il s'agit surtout de donner promptement suite aux demandes et réquisitions des autorités d'Afrique dans les services suivants :

- a) Approvisionnements destinés à la Colonie et leur transport, contrôle des achats, adjudications et devis de concessionnaires de services publics coloniaux;
- b) Service général du personnel colonial;
- c) Centralisation et vérification des documents justificatifs de la comptabilité générale de la Colonie; ordonnancement des dépenses de la Colonie à liquider

en Europe; recettes de la Colonie à effectuer en Europe; tenue des écritures résultant de ces opérations.

Une autre disposition, devenue l'article 12^{bis} du Règlement organique de l'Administration centrale, stipule que dans l'exercice de leurs attributions respectives les fonctionnaires et agents à Bruxelles se pénétreront du principe de la décentralisation de la gestion coloniale. Ce principe limite l'intervention des services métropolitains à la haute direction et au contrôle supérieur de l'administration de la Colonie et aux rapports avec le pouvoir législatif.

Il a semblé à certains de nos collègues que ces nouvelles dispositions sont appelées à provoquer des conflits d'interprétation entre l'administration centrale et l'administration coloniale, voire des conflits d'autorité entre le Ministre et le Gouverneur Général.

Ce n'est plus le Ministre à qui l'on adresse des rapports et des propositions, c'est le Secrétaire Général qui reçoit des instructions d'Afrique. En matière de dépenses, il ne sera plus recouru au Ministre que lorsque les demandes et réquisitions dépasseront les crédits budgétaires. Ailleurs encore il est établi que le Ministre ne pourra soumettre un projet de décret au Conseil colonial sans avoir pris au préalable l'avis du Gouverneur Général. Autant de choses qui, utiles en soi, compromettent par la façon dont elles sont dites le prestige du chef du Département.

Il a été répondu que le Secrétaire Général, s'il est le premier fonctionnaire à Bruxelles, n'en est pas moins un subordonné du Ministre. Que mieux valait ne pas encombrer le cabinet de celui-ci avec mille affaires de minime importance. Que si des faits récents semblaient justifier la critique des arrêtés du 6 juillet 1922, c'était pure coïncidence : les mêmes incidents auraient surgi avec ou sans arrêtés.

Le fait est que la conception juste des rapports qui doivent exister entre un pays et ses possessions d'outre-mer dépend bien moins des règlements que des hommes qui les appliquent et du degré atteint par l'œuvre de colonisation.

Le Congo n'est évidemment pas mûr pour l'administration autonome. Sans songer au régime des grands Dominions britanniques, il ne peut encore être question d'un système qui entraînerait ne fût-ce qu'une semi-indépendance vis-à-vis de la mère patrie. Même la simple question des conseils communaux dans deux ou trois grands centres n'est pas près d'être résolue.

Ces pouvoirs qu'une trop faible population blanche ne peut encore exercer, convient-il de les abandonner à un seul homme? Avec l'esprit qui court, il ne manquera pas de gens pour répondre affirmativement.

Mais cet homme, qui sera-t-il? Le Ministre ou le Gouverneur Général? On serait tenté de répondre, le meilleur des deux, si l'on ne prévoyait tout de suite une autre question : Qui déterminera chaque fois en quel endroit doit opérer le chef suprême, en Afrique ou en Belgique?

Et c'est là le nœud du problème : il y a nécessairement dualisme dans l'action comme dans l'autorité de par les quelque 8,000 kilomètres qui séparent Bruxelles de Léopoldville. Imaginez le système que vous voudrez, il faudra toujours là-bas comme ici un homme aux pouvoirs les plus complets.

N'est-ce pas, d'ailleurs, ce qui se voit dans les entreprises privées qui ont des sièges d'exploitation en pays lointains. Il y a en Belgique un administrateur-délégué; il y a outre-mer un directeur. Chacun d'eux a des attributions étendues et bien déterminées. Il doit les exercer dans sa sphère sans gêner en rien l'activité de l'autre.

Là où l'entreprise prospère, où des hommes bien choisis comprennent l'importance d'une sage collaboration, personne ne songe à se plaindre de prétendus empiètements du collègue ou du chef. En théorie, l'administrateur-délégué est le supérieur, et c'est logique. En pratique, nous savons qu'un directeur qui procure d'amples bénéfices à la compagnie n'éprouve aucune peine à imposer ses vues.

Là où il y a conflit entre les deux hommes, l'affaire est compromise. Si le Conseil d'administration n'y met promptement bon ordre, elle périélite et meurt. Dans le monde commercial et industriel, on le sait. Aussi les règles d'un dualisme intelligemment appliqué y sont-elles respectées.

Pourquoi n'en serait-il pas de même dans l'administration de notre Colonie ? Point n'est besoin de répéter que les chefs au Congo doivent être libres de déployer leur esprit d'initiative. Pour peu qu'ils en témoignent, le Ministre conscient de la gravité de sa mission les approuvera et les soutiendra.

D'ailleurs, les hommes varient avec les époques, plus encore que les arrêtés royaux ou ministériels. Il arrive que c'est au Congo qu'on veut aller de l'avant, le frein est à Bruxelles. Mais il arrive également que c'est ici qu'un ministre entreprenant songe à innover, et il ne trouve dans la Colonie que des hommes préoccupés de calme et de stabilité. Il faut alors s'entendre, harmoniser l'idée et l'effort.

Des hommes de bonne volonté y arriveront toujours sans devoir invoquer des principes couchés sur le papier. Si la revision des règlements paraît désirable à plusieurs d'entre nous, elle ne portera guère que sur des mots. Le Ministre pourra facilement l'accorder. Votre Commission lui demande surtout d'inspirer à tous ses services l'ardent désir d'accentuer de plus en plus *l'esprit de collaboration* en Afrique comme en Europe.

*
* *

La façon dont sont taxés, en Belgique et au Congo, les revenus d'origine exclusivement coloniale a été critiquée par certains membres de la Commission. Ils y virent un obstacle au placement de nouveaux capitaux dans les affaires congolaises. Au point de vue fiscal, il y aurait plus d'intérêt à placer son argent dans des colonies étrangères que dans la nôtre. La Belgique, en procédant à des prélèvements excessifs, empêcherait le Congo d'imposer ses sociétés commerciales et industrielles dans la mesure qui lui revient.

Voyons ce qu'il en est de ces affirmations. Sur les coupons d'obligations congolaises payés en Belgique, le fisc belge perçoit 10 %. Il ne perçoit que 2 % sur les coupons d'obligations étrangères, en vertu du paragraphe 2 de l'article 34 des lois coordonnées du 2 août 1919 et du 3 août 1920, qui réduit à ce taux la taxe mobilière sur les revenus de rentes et valeurs mobilières étrangères.

Il serait donc exact de dire que l'impôt sur les capitaux placés en obligations

congolaises est cinq fois plus lourd que s'ils étaient représentés par des obligations étrangères.

Pour les actions, il n'en est heureusement pas de même. Qu'il s'agisse de nos sociétés coloniales ou de sociétés étrangères, leur coupon est taxé uniformément en Belgique au taux de 2 %.

Seulement, il se produit souvent une complication. Beaucoup de nos entreprises congolaises ont des participations dans d'autres affaires. Elles sentent de plus en plus, comme l'écrivait récemment un collaborateur de la *Belgique Maritime et Coloniale* ⁽¹⁾, la nécessité de se soutenir mutuellement en s'inscrivant comme actionnaires les unes des autres. Elles amortissent ainsi, par un champ d'action plus large, l'aléa spécial que comportent les entreprises coloniales et elles obtiennent le concours d'activités qu'elles ne pourraient exercer directement.

Ces participations rapportent ou ne rapportent pas. Dans le dernier cas, le fisc n'intervient point, cela va de soi. Mais si les actions qu'une compagnie possède ainsi à gauche et à droite donnent un dividende, le fisc belge apparaît et il prélève non pas les 2 % stipulés pour les coupons d'actions, mais 10 % comme s'il s'agissait d'obligations.

Il a en effet été décidé par l'administration des Finances que les « dividendes afférents aux actions qu'une société possède dans d'autres sociétés opérant à l'étranger ou dans la Colonie sont des bénéfices belges ».

Résultat : l'égalité de traitement entre coupons d'actions étrangères et coupons d'actions congolaises qui, disions-nous plus haut, est assurée dans notre régime d'impôts disparaît au détriment de nos sociétés dès qu'il y a encaissement de profits à la suite d'une participation.

Après nos obligations coloniales, nos actions coloniales apparaissent donc comme moins bien traitées que les valeurs étrangères.

La Belgique, disent encore nos critiques, nuit à sa colonie en taxant trop fortement les revenus de source coloniale. L'administration congolaise hésite à créer de nouveaux impôts. Pour les obligations, par exemple, elle n'a pas encore osé y toucher.

Les actions, elles, paient 6 %. Normalement, le total des taxes belges et congolaise ne se chiffre que par 8 %. On ne s'en plaint pas.

Mais il y a les sociétés à participations, et nous savons qu'elles constituent la majorité. Le dividende payé par la première compagnie est grevé de 6 % au Congo. La suivante, la société à portefeuille, va devoir acquitter en outre 10 % à l'État belge, d'où décaissement porté à 16 %. Quand à son tour, elle versera un dividende à ses actionnaires, il faudra subir à nouveau la taxe coloniale de 6 %. Car aucune mesure n'a été prévue au Congo pour éviter les répétitions de ce genre. On finit ainsi par payer au total 22 %, de taxes.

Dans ce cas spécial, une réforme semble s'imposer. L'administration coloniale ne s'y montre pas hostile. Votre Commission insiste pour qu'une solution soit promptement appliquée.

Le Congo, ne pouvant plus après les prélèvements de la métropole demander

(1) Numéro du 4 février 1923.

beaucoup aux sociétés, voit ses finances s'en ressentir. L'intervention de la Belgique est assurée, c'est entendu. Nous accordons des avances et des subsides à la Colonie.

Mais nous ne faisons, en grande partie, que rendre d'une main ce que nous avons pris de l'autre. Ne serait-il pas plus simple et moins onéreux de laisser le Congo prélever directement ses impôts au lieu de passer par notre intermédiaire?

Ce procédé actuel apparaît plus illogique encore dans le cas des compagnies où la Colonie possède elle-même une participation allant parfois jusqu'à la moitié, aux trois quarts ou aux neuf-dixièmes : Union Minière du Haut-Katanga, Sonatra, Forminière, Compagnie du Lomami, Compagnie du Katanga, Compagnie Cottonnière, Banque du Congo Belge, Syndicat Linier, Pêcheries à vapeur, American Congo Company, Chemins de Fer des Grands Lacs, Chemins de Fer du Katanga, etc. Que de détours pour faire rentrer l'argent dans la même caisse, ou pour l'en faire sortir!

Ces diverses critiques ne datent pas d'aujourd'hui. Elles ont été à plusieurs reprises signalées au Ministère des Colonies et celui-ci avait cru trouver un remède dans le vote par les Chambres de l'article 2 de la loi budgétaire du 21 avril 1921, qui dit :

« Les sociétés commerciales constituées soit en Belgique, soit au Congo, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie, sont soumises exclusivement aux lois coloniales, même si elles ont en Belgique leur principal siège administratif et que le conseil d'administration et leur assemblée générale s'y réunissent ».

Le département des Colonies n'avait sans doute pas prévu l'interprétation que donnerait à cet article le département des Finances. Cette interprétation serait la suivante :

L'exonération d'impôts établie par l'article 2 en faveur des sociétés coloniales se restreint :

1^o) Aux sociétés *commerciales*. Les sociétés *civiles* ne peuvent donc l'invoquer;

2^o) Aux impôts dont les sociétés elles-mêmes supportent la charge. Les *actionnaires* et les *porteurs d'obligations* n'en bénéficient pas. Sans doute, c'est la société qui paie l'impôt pour leur compte et par retenue. Mais elle est autorisée à le récupérer et dès lors cet impôt ne peut pas être considéré comme grevant les sociétés. Le seul impôt sur le revenu qui grève la société comme telle, c'est la taxe professionnelle sur les bénéfices non distribués. C'est aussi le seul dont les sociétés congolaises puissent se prétendre exonérées.

En présence d'un pareil raisonnement, il ne reste rien de l'article 2, ou fort peu de choses. Les obligations continuent à payer 10 % et les actions 2 %, sans oublier le régime spécial infligé aux sociétés à portefeuille. Il n'y a vraiment plus d'exemption que pour la taxe professionnelle que l'État belge *aurait pu* prélever sur les bénéfices *non distribués*.

A l'heure présente, les sociétés congolaises sont en instance auprès de votre Commission des Finances pour obtenir un traitement plus favorable. Le projet de loi majorant les impôts sur le revenu est soumis à son examen. Elles demandent

qu'on recherche à cette occasion si elles ne pourraient être imposées en Belgique comme suit :

Taxe mobilière de 2 %, sur le coupon d'obligation et sur le coupon d'action. Pas de taxe professionnelle sur les bénéfices non distribués. Taxe professionnelle sur les traitements, tantièmes, etc., payés en Belgique aux administrateurs, commissaires et employés. Revenus d'origine coloniale à comprendre dans le total des revenus en vue du calcul de la supertaxe.

Votre Commission pense que ces demandes devraient être prises en sérieuse considération. Elles tendent en somme à mettre les valeurs congolaises sur le même pied, en matière fiscale, que les valeurs étrangères.

Il est vrai qu'elles indiquent un taux inférieur de 2 % à celui que le projet du 1^{er} février 1923 propose de fixer pour les valeurs étrangères. Mais il doit être entendu que les taxes dans la Colonie seraient relevées dans la proportion où elles auraient été réduites dans la métropole.

Les intéressés le disent nettement et ce n'est qu'à cette condition que votre Commission peut envisager leurs démarches avec bienveillance. Ils paieront au total les mêmes redevances, mais la distribution en sera plus pratique et le Congo en retirera un maximum de profit.

C'est à bon droit, semble-t-il, qu'on attribue au Gouvernement de la Colonie une compétence plus particulière en matière d'impôts. Ses agents sont sur place, jugent en meilleure connaissance de cause quelles matières peuvent supporter les charges fiscales et jusqu'à quel point il est possible de taxer sans nuire à la santé des entreprises.

Avec un correctif pourtant. Que les fonctionnaires coloniaux sachent bien qu'ils agissent en pleine indépendance, que malgré la distance qui les sépare de l'administration centrale et du Parlement, ils ne sont pas désarmés devant les intérêts privés les plus puissants.

*
* * *

Des appréhensions s'étaient manifestées en sections au sujet de certaines indemnités payées aux fonctionnaires congolais proportionnellement au cours de la livre sterling. Il résulterait de ce système que notre personnel colonial aurait en quelque sorte intérêt à voir monter le change, c'est-à-dire à voir se déprécier la monnaie nationale.

Nous ne pourrions évidemment que déplorer un pareil état d'esprit. Non moins regrettable serait la charge de plus en plus lourde que le système entraînerait pour le Trésor public. Aussi votre Commission a-t-elle tenu à interroger M. le Ministre des Colonies. Voici sa réponse :

« Les indemnités de cherté de vie du personnel de la Colonie, calculées d'après le cours de la livre sterling, ont été établies par l'arrêté royal du 6 décembre 1920, avec effet à partir du 1^{er} septembre 1920 :

» ARTICLE PREMIER. — Notre arrêté du 3 août 1920, précité est rapporté et est remplacé par la disposition suivante :

» Le personnel de la Colonie, autre que les magistrats et agents judiciaires

de carrière, jouit d'une indemnité journalière mobile, calculée d'après le cours de la livre sterling, à raison de :

» 60 centimes par franc de hausse au-dessus de 25 francs, à Élisabethville et dans les centres miniers voisins ;

» 40 centimes, à Boma, Matadi, Léopoldville, Kinshasa, Coquilhatville et Stanleyville ;

» 20 centimes, partout ailleurs.

» ART. 2. — La détermination des centres miniers voisins d'Élisabethville est faite par les soins du Gouverneur général.

» La situation économique au mois d'août 1920 était encore instable pour ne pas donner un caractère mobile à l'indemnité de vie chère.

» Les difficultés existantes comportaient une solution immédiate.

» Une indemnité de vie chère était d'ailleurs en vigueur mais correspondait, pour une partie importante, à un relèvement dans les traitements.

» Ces diverses considérations rendaient nécessaire l'adoption d'une échelle mobile.

» Quant au mode d'application, il n'y avait que trois systèmes :

1° La fixation du taux par les commissions locales ;

2° le système des index ;

3° la référence à une base monétaire.

» Sur les éléments devant servir de base au premier de ces systèmes, et sur la dépense qu'il représenterait, nous ne possédions pas à cette époque au Congo des données suffisantes.

» Le second système présentait de grands risques d'arbitraire et de conflits.

» C'est ce qui amena l'adoption du troisième système, qui était déjà en usage dans des sociétés commerciales importantes au Katanga ; il semblait se justifier à ce moment, le prix de revient de la plupart des importations étant à cette époque établi en £ et ce problème de la cherté de la vie étant le plus aigu et le plus complexe au Katanga.

» La charge totale, évidemment très variable, a été calculée il y a quelque temps, par mon département comme suit :

» a) 166 fonctionnaires touchent l'indemnité de fr. 0.60, soit
par an $166 \times 0.60 \times 365 =$ fr. 36,354

» b) 459 fonctionnaires touchent l'indemnité de fr. 0.40, soit
par an $459 \times 0.40 \times 365 =$ fr. 67,014

» c) 1,319 fonctionnaires touchent l'indemnité de fr. 0.20, soit
par an $1,319 \times 0.20 \times 365 =$ fr. 96,655

» Total. . . fr. 199,655

ou globalement 200,000 francs qui représentent le montant de l'indemnité de vie chère à payer par an et par point de hausse de la £ au-dessus de 25 francs.

» Au budget de 1923, y compris les services spécialisés, il a été prévu 4,500,000 francs environ pour supporter cette charge.

» Mais, parmi les amendements demandant des crédits supplémentaires, figurera une somme de 5,000,000 de francs pour augmentation du coût de l'indemnité de cherté de vie due à la hausse de la livre sterling et à la baisse du franc.

» Dans quelle mesure l'écart entre la livre et le franc correspond-elle aujourd'hui à la cherté de la vie au Congo? C'est une question qui retient l'attention du Gouvernement. »

La réponse de l'honorable Ministre des Colonies indique que les doutes formulés par certains de nos collègues n'étaient pas sans fondement. Le chiffre de neuf millions et demi de francs donne déjà à réfléchir. Rien ne garantit qu'il sera suffisant. Au taux du jour, c'est douze à treize millions qu'il faudrait inscrire au Budget.

Mais il y a quelque chose de plus grave qu'un accroissement de dépense par ces temps difficiles. C'est l'effet moral que doit produire à la longue un système qui donne plus de profit à l'agent au fur et à mesure que le crédit de la Belgique diminue.

Si le coût de la vie au Congo était en rapport direct, mathématique, avec le cours du franc par rapport à la livre sterling, il y aurait moyen d'expliquer le maintien du système. Mais ce n'est pas le cas.

Il se comprend qu'au mois d'août 1920, c'est-à-dire à l'époque où cette allocation de vie chère fut débattue en Afrique, le Gouvernement ait adopté une indemnité mobile calculée sur le cours de la livre sterling. A ce moment, en effet, la Belgique n'avait pu encore reprendre sérieusement ses exportations au Congo qui restait tributaire principalement du marché anglais.

A la rigueur, on pourrait croire que la livre et le franc suivraient une marche parallèle. Beaucoup, en tout cas, se le sont imaginés. Mais la situation a complètement changé d'aspect depuis.

Le pouvoir d'achat de la livre, envisagé à cette époque, était mesuré par son cours vis-à-vis du dollar, considéré comme étalon d'or. Ce rapport était, en janvier 1921 de 3,75 dollars pour une livre, représentant une perte pour la livre de 30 % de sa parité or.

Par suite de circonstances économiques favorables à l'Angleterre, la livre n'a cessé de se rapprocher du cours du dollar, tandis que le franc belge ou français ne suivait pas cette évolution. Actuellement le cours de la livre est de 4,70 dollars environ (la parité étant de 4 dollars 86.65) ce qui ne représente plus qu'une perte de 3 1/2 % sur sa parité or.

Cette tendance ne peut que se renforcer.

Il résulte de ces considérations que la livre a donc regagné sur l'étalon d'or environ : 30 % — 3 1/2 % = 26 1/2 % sur la valeur considérée en août 1920.

Son pouvoir d'achat s'en est trouvé complètement modifié; ce qui se vérifie amplement par le cours de l'or en Angleterre (en janvier 1920 : 117 livres sterlings pour 1 once d'or; aujourd'hui, 87 livres 11 shellings; soit une différence de 25 % environ), par la baisse ininterrompue de l'Indice Officiel de vie chère en Grande Bretagne, tombé de 265 % en janvier 1921 à 178 % en décembre 1922 (baisse d'environ 32 %), et par la baisse des salaires anglais en général. En

d'autres termes, la livre à laquelle on applique aujourd'hui l'échelle mobile n'est plus la même livre que celle qui a été considérée en août 1920.

Du seul fait de l'amélioration du cours de la livre par rapport au dollar, les fonctionnaires coloniaux ont vu s'accroître leur indemnité de vie chère d'un supplément d'au moins 26 1/2 % qui n'était pas dans les prévisions.

Mais là ne se borne pas l'inconvénient du système actuel. Les indices de cherté de vie en Belgique n'ont pas suivi la hausse du cours de la livre. La raison en est que des événements politiques, le manque de confiance, les spéculations internationales ont exagéré le cours de la livre et ont ainsi troublé le rapport entre la livre et le franc qui ne devrait être que l'expression des pouvoirs d'achat différents de ces monnaies dans chacun des deux pays. Quelle est l'importance de cette disproportion? Il est malaisé de l'établir. On peut dire cependant que là encore les agents coloniaux trouvent un nouvel avantage auquel les auteurs du système n'avaient pas songé.

Cette situation est sans doute encore accentuée au Congo où une partie de l'alimentation du blanc provient des productions indigènes. Au Katanga, l'indice était de 276 au 31 décembre 1920. En mai-juin-juillet 1922, il était tombé à 244. Pas plus qu'en Belgique, le prix des articles d'origine locale ne s'y trouve en corrélation parfaite avec le cours de la livre sterling, d'où profit possible autant qu'imprévu il y a trois ans.

Le Gouvernement compte-t-il remédier à une situation de moins en moins justifiable? La réponse de M. le Ministre des Colonies semble indiquer qu'il s'en préoccupe.

Il ne s'agit certainement pas d'enlever à tant de nos dévoués et distingués fonctionnaires coloniaux les indemnités auxquelles ils ont droit. Mais la formule doit changer. Elle n'est plus équitable, elle crée un fâcheux état d'esprit, elle constitue même au point de vue extérieur un élément de trouble que l'avenir pourrait nous faire amèrement regretter.

Le principe des indemnités de vie chère, s'il doit être maintenu, ne pourra continuer à s'appliquer loyalement que si l'on obtient des bases d'appréciation sérieuses quant aux indices dans les diverses régions du Congo. Le Département des Colonies a sans doute déjà commencé à rassembler les données nécessaires. Il appartiendra au Gouvernement de prendre en temps opportun les mesures de rectification qui s'imposent.

* * *

Le régime des concessions a suscité une série d'observations des plus intéressantes. Votre Commission en a surtout retenu ce qui s'est dit au sujet des contreprestations que la communauté serait en droit d'exiger des grands concessionnaires.

Une société obtient le monopole d'une exploitation quelconque dans une région déterminée, la propriété de mines ou de terrains, une concession de chemin de fer, etc. Elle paie des droits ou des taxes, c'est vrai, mais ses obligations s'arrêtent-elles là?

Votre Commission spéciale sait qu'il ne faut rien négliger pour intéresser les hommes d'affaires au sort de notre Colonie. Elle n'hésite pas à reconnaître que

rien ne vaut à cet égard la perspective d'une rémunération généreuse pour les capitaux immobilisés. Dans bien des cas, un privilège, un monopole est seul à même de garantir un minimum de profit.

Mais il en est d'autres où l'exploitation sans concurrence rapporte plus qu'un minimum. Telle compagnie s'est vu octroyer en mines ou en terrains les éléments d'une fortune qui, un jour, peut être prodigieuse. Il semble juste, ont soutenu certains membres, de lui demander autre chose que l'acquittement d'un péage ou des impôts ordinaires.

Ils ont spécifié. Les bénéficiaires de grandes concessions seraient tenus de collaborer au développement de la colonie autrement que par l'exploitation des richesses qu'on leur abandonne. Ils participeraient à la lutte contre les maladies, par exemple en construisant des hôpitaux ou des sanatoria. Ils introduiraient de nouvelles essences d'arbres, du bétail ayant fait ses preuves dans d'autres colonies. Ils s'attacheraient à étendre les cultures indigènes. Ils s'occuperaient des routes et des transports secondaires.

A ceux qui faisaient observer que plusieurs sociétés agissaient déjà dans ce sens, nos collègues ont répondu qu'il fallait généraliser la mesure, qu'elle ne pouvait dépendre du bon vouloir des intéressés, qu'elle devait représenter une obligation et non un acte de grâce.

Il faut admettre, d'ailleurs, qu'ici l'intérêt général se confond avec l'intérêt particulier. Si le Congo devient de plus en plus salubre, si sa production agricole augmente dans une forte mesure, si ses voies de communication s'étendent dans toutes les directions, qui en retirera le maximum de profits si ce ne sont les grandes entreprises?

Il leur faut du personnel blanc, de la main-d'œuvre noire. Leur intérêt majeur veut que la population s'accroisse, qu'elle soit saine, bien nourrie et satisfaite de son sort. Si c'est sur l'État uniquement qu'elles comptent pour assurer pareil état de choses, il est à craindre que leur espoir mette un temps fort long à se réaliser.

Si, au contraire, toutes se décident à imiter dans la mesure de leurs forces l'exemple donné par les compagnies citées, elles s'apercevront vite que la chose publique n'est pas la seule à bénéficier des sacrifices consentis.

C'est la multiplicité et la continuité des efforts qui font les grandes œuvres, bien plus que le travail de source unique et exécuté par à coups. Dans un territoire immense comme le Congo et avec les moyens limités dont nous disposons, il est plus indispensable qu'ailleurs de seconder le Gouvernement.

Il n'y a que dix mille blancs au Congo. Un nombre aussi réduit ne peut assurer les aides décisives. Mais nous y comptons de nombreuses entreprises à capitaux importants. Elles sont loin, dira-t-on, d'avoir toutes réussi et il semble paradoxal de leur réclamer une collaboration extraordinaire, un effort au dehors, alors que leur propre affaire ne se dessine que médiocrement.

Si cependant elles veulent y réfléchir, elles comprendront qu'il y a là mieux qu'un désir abusif.

Quand une nouvelle industrie se crée en pays vieux, combien de temps ne s'écoule-t-il pas avant que les premiers profits soient distribués? Il a fallu construire l'usine ou l'aménager, monter les machines, rassembler la matière

première, former les ouvriers, mettre en fabrication, trouver des clients, assurer le mécanisme financier. Autant de stades qui varient avec le genre, mais qui toujours prennent du temps.

Il en est de même pour toute entreprise, pour toute exploitation nouvelle.

Que penser alors de ce qui se fait en pays neuf? Forcément tout y est plus long. Mais ce qui l'aggrave, c'est l'absence des *autres entreprises* qui, dans nos vieux pays, sont là sur place pour nous fournir à bref délai de quoi bâtir, de quoi outiller, de quoi travailler.

Au Congo il faut, ou bien tout prendre à l'état primitif et l'adapter tant bien que mal, ou tout faire venir de lieux fort lointains. Les divers stades de la mise en marche s'en allongent d'autant. En beaucoup de cas, ce sont de nombreuses années qui séparent le premier coup de pioche de l'apparition du premier produit.

Plus frappant encore, il est mainte affaire qui ne rapporte pas, simplement parce que l'outillage de la colonie est encore trop incomplet. Manque de main-d'œuvre ou faute de moyens de transport, pour cette raison ou pour une autre, de parcelles entreprises ont un intérêt primordial à faire développer l'ensemble du territoire. Chaque sacrifice qu'elles s'imposeraient à cet effet ne viendrait en somme dans leurs comptes que s'ajouter aux dépenses de premier établissement.

Aussi votre Commission estime-t-elle que c'est moins des conditions à imposer aux futurs concessionnaires, moins d'une pression à exercer sur les détenteurs actuels des biens déjà cédés, que de leur juste sens des affaires qu'il faut attendre l'amélioration rêvée. Pour peu qu'on y réfléchisse, la solidarité de toutes nos entreprises au Congo est trop évidente qu'on ne puisse espérer voir chacune d'elles remplir plus que ses strictes obligations dans l'intérêt commun.

*
* *

Il fut beaucoup question de cultures dans l'énumération des choses qu'on attend des titulaires de concessions. C'est que le monde colonial sent de plus en plus la nécessité de les multiplier.

Le rapport sur le Budget de la Colonie pour 1923 rappelait le peu d'importance qu'ont dans ses exportations les produits autres que l'or, le diamant, le cuivre, le copal, l'ivoire, les noix et l'huile de palme. Et parmi ces produits, ce que donnent les plantations représente à peine 2,000 tonnes par an.

Les cultures au Congo ne sont pas assez développées pour alimenter un mouvement d'exportation considérable. Elles ne suffissent pas non plus en plusieurs endroits à nourrir toute la population.

C'est ainsi qu'au Katanga on importe chaque année des milliers de tonnes des grains et de farine. Dans le Kasai il n'y aurait, selon des nouvelles récentes, que des récoltes insuffisantes. Il a fallu dans la région aurifère faire de très grand efforts pour assurer aux ouvriers indigènes une nourriture vraiment abondante.

Nous produisons du riz au Congo. Mais il coûte plus cher à Boma que celui qu'on y fait venir d'Amérique.

Quant aux pommes de terre, on les cultive à peine et on citait l'autre jour les gens de Lusambo qui s'en vont les chercher à 400 kilomètres de chez eux.

Il y a dix ou quinze ans que l'on discute le point de savoir s'il faut favoriser la culture indigène ou s'il faut donner la préférence aux fermiers européens qui s'établiraient au Congo. Selon l'humeur du moment, on a encouragé tantôt les uns tantôt l'autre, sans obtenir, nous le voyons, de bien grands résultats.

En attendant que l'on se mette d'accord sur une politique agricole bien arrêtée, il importe qu'un gros effort soit fait *d'urgence* pour établir des cultures *vivrières* là où de grands travaux sont exécutés ou projetés.

On ne s'imagine pas en effet qu'un chemin de fer, par exemple, dont la construction amène par milliers des travailleurs étrangers à la région, puisse être commencé sans qu'au préalable des mesures aient été prises pour le ravitaillement.

S'il faut apporter de très loin, non seulement le matériel de la voie, mais encore la masse de vivres nécessaire à cette multitude, ce sera l'encombrement, la lenteur, le coût excessif. Les cultures faites sur place au contraire suppriment ces inconvénients et aident au développement de la région.

Votre Commission suppose que ce point important n'aura pas échappé à la vigilance du Gouvernement. Elle a à peine besoin de rappeler qu'il est indispensable de bien nourrir les travailleurs indigènes. Toutes les entreprises sérieuses le savent, le font, et s'en trouvent bien. La dernière application nous est arrivée des mines de Kilo.

« Si l'habitant de l'Afrique centrale », dit une communication récente à l'Académie de Médecine de France, « offre tant de prise à la mort, à la maladie, c'est » qu'il est insuffisamment alimenté, que ses pères ne l'ont pas été plus, et que » l'effort qu'on lui demande n'est pas en relation avec ses actuelles possibilités » physiques. »

Dans le Kasai, nous voulons l'espérer, les mesures nécessaires sont déjà prises pour que de vastes cultures vivrières s'organisent. Ainsi, dès les premiers jours, les masses d'ouvriers noirs trouveront près des chantiers toute la nourriture dont ils ont besoin.

*
* *

Comme les années précédentes, il a été parlé dans les sections de ce qu'il y a lieu de faire pour développer l'esprit colonial en Belgique.

Tout en constatant que le groupe des coloniaux s'est considérablement renforcé à la Chambre comme au Sénat, un membre a pensé qu'il y avait encore trop de parlementaires non initiés aux affaires congolaises. Il lui a paru que la meilleure façon de remédier à cet état de choses serait l'envoi en Afrique d'une Commission parlementaire.

L'enquête qu'elle mènerait là-bas aboutirait à des résultats dont la nation ne pourrait que se féliciter. Les Commissaires acquerraient sinon une compétence étendue et définitive, tout au moins une meilleure compréhension des problèmes coloniaux.

Leurs rapports écrits et verbaux éclaireraient impartialement les autres membres

du Parlement. Suivant l'expression de l'auteur de la proposition, nous saurions enfin tous à quoi nous en tenir sur le Congo.

Sur le pays lui-même l'impression serait favorable; elle produirait sans aucun doute un grand effet de propagande à la suite du bruit qui se ferait inévitablement autour d'une pareille expédition.

Les fonctionnaires et les colons verraient un précieux encouragement dans la présence de délégués du pouvoir législatif à l'endroit même où ces pionniers souvent obscurs, souvent héroïques et toujours dévoués, construisent pierre à pierre notre empire d'outremer.

Il n'est pas jusqu'au Gouvernement lui-même qui n'aurait à se louer d'une enquête parlementaire au Congo. Il y trouverait une nouvelle source d'information, un appui plus général pour ses initiatives, un Parlement mieux pénétré de l'idée que la Colonie est devenue indispensable à la Belgique.

Sans contester qu'il y ait une part de vérité dans les arguments invoqués, votre Commission estime que le coût de l'expérience serait beaucoup trop élevé. Jamais les avantages à retirer du voyage par le pays ou par ceux qui l'effectuent ne compenseraient les frais qu'entraîneraient en ces temps de vie chère l'envoi d'une trentaine de personnes à des milliers de kilomètres et leurs multiples déplacements sur un territoire vaste comme le quart de l'Europe.

Jamais non plus, vis-à-vis de l'opinion publique, le moment ne serait plus mal choisi pour engager sous un tel libellé une aussi lourde dépense. Pour ces motifs la Commission n'a pu se rallier à la proposition.

Il a été ensuite question des renseignements d'ordre économique. On s'est plaint de la pénurie d'informations officielles au sujet du commerce dans la Colonie, des positions à y prendre, des affaires à y traiter.

A l'heure actuelle, a dit un membre, les gens qui veulent se documenter ne savent où s'adresser. Les organisations qu'on lui a signalées sont d'ordre privé.

Il y a pourtant au Ministère des Colonies un bureau spécial de renseignements commerciaux. On peut aussi écrire aux Directions du Commerce à Léopoldville et à Elisabethville. C'est vrai, mais la *manière* n'y est pas.

Écrire en Afrique prend du temps. Des mois souvent s'écoulent avant que ne parvienne la réponse. C'est donc ici qu'il faut fournir le renseignement.

Faire antichambre dans un ministère, suivre une longue filière pour entendre le fonctionnaire enfin repéré vous dire qu'il examinera la question et y répondra en temps opportun, n'a rien d'engageant pour la masse de nos concitoyens. Ce qu'il faut, c'est l'information sans attirail administratif, sans protocole et sans formalité, c'est la donnée commerciale, dans le style commercial, avec la rapidité commerciale.

On a cité à la Commission l'exemple donné à Londres par la plupart des possessions britanniques. Elles possèdent au centre des affaires des bureaux, les uns somptueusement installés, les autres plus modestement, mais tous supérieurement agencés au point de vue de l'abondance et de la qualité des informations qu'y peut recueillir le premier venu.

Catalogues, échantillons, prospectus, photographies, guides, cartes, prix, tout s'y trouve à la portée *immédiate* du public. Avec un minimum de peine, à la minute en quelque sorte, tout intéressé sort de là fixé, dans une large mesure,

sur l'objet de ses recherches. Il n'aura plus qu'à compléter selon que son affaire se dessine et se développe.

C'est un pareil office de renseignements que nos collègues demandent au Ministère des Colonies d'ouvrir le plus tôt possible, sans luxe, sans développements inutiles. Mais qu'il ait un personnel actif et d'esprit moderne, que ses fiches soient scrupuleusement tenues à jour et, surtout, qu'il soit facilement accessible.

* *

Au demeurant, cet esprit colonial que les sections se préoccupent de voir régner en Belgique commence à se manifester dignement. Pour ceux qui ont connu la situation il y a vingt ans et qui la comparent avec celle d'aujourd'hui, il y a lieu de se réjouir. Qu'on songe seulement aux résistances et aux hostilités que rencontrait encore en 1907 la reprise du Congo.

Certes, nous n'en sommes pas encore tous à considérer notre Colonie, ainsi que le font les Hollandais pour les leurs, comme formant partie intégrale du pays. Nous sommes loin de l'Angleterre où, au XVIII^e siècle déjà, le sort des Cabinets se jouait sur les nouvelles venues de l'Inde. Nous n'avons peut-être même pas encore « *les colonies dans le sang* » comme les Portugais qui, à tant de reprises, ont décliné des offres bien tentantes pour un pays appauvri, uniquement parce qu'elles portaient atteinte aux derniers vestiges d'un empire qui fut glorieux.

Mais, tels quels, nous avons fait du chemin depuis le geste inspiré de Léopold II. Le Congo est sorti des cercles financiers ou administratifs. Il n'est plus un journal important qui n'ait sa page coloniale. Des milliers de conférences se font chaque année sur le Congo et autour de lui. C'est la nation entière qui célèbre à présent les anniversaires coloniaux.

On en parle partout, de ce Congo, à commencer par les écoles. On l'aime, même quand on le critique; on s'y attache, même quand on en souffre. Il nous tient de plus en plus par le sentiment comme par l'intérêt.

Le temps n'est plus où des étrangers malveillants pouvaient répandre le bruit qu'il y avait en Belgique des groupes nombreux et influents disposés à se débarrasser d'une colonie ruineuse et compromettante.

Nous avons su prouver au monde que plus personne ici ne reste indifférent au sort de notre domaine colonial. Nous avons multiplié les manifestations qui ne laissent aucun doute sur notre volonté de le garder intact et sur notre certitude d'être parfaitement capables de l'exploiter nous-mêmes.

Il y a un esprit colonial en Belgique. Ces brèves constatations le démontrent à suffisance. Il ne reste qu'à le développer.

* *

Votre Commission spéciale a l'honneur de proposer l'adoption du Budget du Ministère des Colonies (Dépenses Métropolitaines) pour 1923.

Le Rapporteur,
PIERRE FORTHOMME.

Le Président,
E. TIBBAUT.

(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1923.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN KOLONIËN VOOR HET DIENSTJAAR 1923 ⁽¹⁾.

(Uitgaven van het moederland).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER FORTHOMME.

MIJNE HEEREN,

Niet vrij van elk bezwaar is de noodzakelijkheid, de ontvangsten en uitgaven van Belgisch Congo op twee verschillende Begrootingen te vermelden, namelijk op die van de Kolonie en op die van het Bestuur in het Moederland. Deze bezwaren springen dit jaar nog meer in het oog.

Inderdaad, de Begrooting van de uitgaven van het Moederland werd in den Senaat behandeld, op een oogenblik dat enkel de Begrooting van de Kolonie bij de Kamer aanhangig was. Als men maar even nadenkt over de vrijheid waarmede de bespreking wordt gevoerd in de Afdelingen en de Bijzondere Commissie, dan ziet men in hoe moeilijk het is, naderhand de meeningen te rangschikken die eene of andere Begrooting uitlokte.

Eene aanmerking naar aanleiding van de Begrooting der Kolonie had vaak betrekking op die van het Ministerie. Eene andere, integendeel, in het midden

⁽¹⁾ Begrooting, n^o 4-X.

⁽²⁾ Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bijzondere Commissie voor de Koloniën* : de heeren TIBBAUT, voorzitter, BRANQUART, BRIFAUT, DE BÉTHUNE, DU BUS DE WARNAFFE, FISCHER, FORTHOMME, HUBIN, LAMBORELLE, MATHIEU, MAX, PIÉBARD, RENKIN, RICHARD, VAN CAUWELAERT en VAN REMOORTEEL.

b) *Zes leden door de Afdelingen aangeduid* : de heeren DE LIEDEKERKE, DELACOLLETTE, FORTHOMME, COLLEAUX, GOLLIÉ en CARTON DE WIART.

gebracht naar aanleiding van de Begrooting van het Moederland, ware beter op hare plaats geweest bij de behandeling der eigenlijke koloniale uitgaven.

De rangschikking is nog moeilijker waar het geldt algemeene beschouwingen en beginselen in verband met de zaken in Afrika en tevens met de zaken van het Moederland. Spijts hare pogingen, is uwe Commissie er niet volledig in geslaagd deze moeilijkheid te overkomen en aldus bevat dit Verslag noodzakelijkerwijze aanmerkingen die beter op hare plaats waren geweest in het vorig verslag.

Ook werd de wensch uitgedrukt, voortaan de beide koloniale begrootingen niet meer te splitsen, wanneer de Regeering ze, hetzij bij de Kamer, hetzij bij den Senaat, aanhangig maakt. Eveneens dringt zij aan, opdat niets gewijzigd worde aan het gebruik, volgens hetwelk onze Vergadering beide begrootingen te zamen behandelt.

* *

De cijfers van de Begrooting van het Moederland, voor 1923, zijn schijnbaar hooger dan die van het vorige dienstjaar: 5,144,970 in plaats van 4,451,557 frank. Feitelijk, bedraagt de Begrooting dit jaar een post meer, n° 23, met een niet beperkt crediet van 800,000 frank voor den dienst der vroegere koloniale pensioenen. Gij weet, mijne Heeren, dat dit slechts de regeling van een niet meer te rechtvaardigen toestand is.

In den grond, is er eene vermindering van 109,587 frank op de overige posten. Zonder zeer belangrijk te zijn, werd zij nochtans door uwe Commissie gunstig onthaald.

Er werd op gewezen, dat de som van 235,800 frank, vermeld bij artikel 16 (uitgaven voor het laboratorium, de verzamelingen en het bureel van het Museum van Tervueren), zorgvuldig moet worden herzien, gelet op den moeilijken toestand van onze Staats financiën.

Een lid legde er nadruk op, dat het Ministerie van Koloniën nog te veel beschikbare ambtenaren telt, wat een merkelijke last voor de Schatkist is. Hij drukte den wensch uit, dat men er eerlang zou in slagen deze ambtenaren door andere departementen te doen bezigen.

* *

De betrekkingen tusschen het Bestuur in het Moederland en het Bestuur in de Kolonie werden lang besproken. Onder meer, liep de bespreking over de Koninklijke besluiten van 6 Juli 1922.

Sommige bepalingen van deze besluiten geven het recht aan den Gouverneur Generaal en aan de Gouverneurs der provinciën rechtstreeks brieven te wisselen met den Secretaris-Generaal, voor de uitvoering in het Moederland van de Koloniale Begrooting. Het geldt vooral spoedig gevolg te geven aan de aanvragen en vorderingen vanwege de overheden in Afrika in de volgende diensten :

a) Bevoorrading voor de Kolonie en het vervoer daarvan, toezicht over de aankopen, aanbestedingen en bestekken van de concessionnarissen der openbare diensten in de Kolonie;

b) Algemeene dienst van het personeel der Kolonie;

c) Centralisecring en narekening van de bewijsstukken der algemeene boekhouding van de Kolonie; betaalbaarstelling der uitgaven van de Kolonie die in Europa moeten worden vereffend; inningen in Europa voor de Kolonie; schrijfwerk in verband met deze verrichtingen.

Eene andere bepaling, die artikel 12^{bis} van het Organiek Reglement van het Hoofdbestuur geworden is, schrijft voor, dat de ambtenaren en beambten, te Brussel, zich in de uitoefening van hunne wederzijdsche bedieningen moeten doordringen van het principie der decentralisatie van het koloniaal beheer. Dit principie beperkt de tusschenkomst der diensten van het Moederland bij het hogere bestuur en het hooger toezicht over het beheer der Kolonie en bij de betrekkingen met de wet gevende macht.

Sommigen onzer collega's vreezen dat deze nieuwe bepalingen geschillen van toepassing zullen verwekken tusschen het Hoofdbestuur en het Koloniaal bestuur, zelfs geschillen in zake gezag tusschen den Minister en den Gouverneur-Generaal.

Aan den Minister worden geen verslagen of voorstellen meer gestuurd; het is de Secretaris-Generaal die de mededeelingen uit Afrika ontvangt. Op het gebied der uitgaven, zal op den Minister geen beroep meer gedaan worden, behalve als de aanvragen en vorderingen de begrootingscredieten overschrijden. Nog elders wordt bepaald, dat de Minister geen ontwerp van decreet aan den Kolonialen Raad kan overleggen zonder voorafgaandelijk het advies van den Gouverneur-Generaal ingewonnen te hebben. Al deze bepalingen zijn wel nuttig op zich zelf, maar, door de wijze waarop ze omschreven worden, doen ze afbreuk op het gezag van het hoofd van het Departement.

Er werd op geantwoord, dat de secretaris-generaal, al is hij ook de eerste ambtenaar te Brussel, niettemin een onderhoorige is van den Minister; dat het beter is het cabinet van dezen laatste niet te overladen met duizend zaken van gering belang; dat, zoo onlangs voorgevallen feiten de besluiten van 6 Juli 1922 schenen te billijken, dit louter toeval was, want dezelfde incidenten zonden opgerezen zijn met of zonder besluiten.

Het is een feit, dat het juiste begrip der betrekkingen, die moeten heerschen tusschen een land en zijne overzeesche bezittingen, veel minder afhangt van de reglementen dan van diegenen die ze moeten toepassen en ook van de hoogte door het kolonisatiewerk berijkt.

Congo is stellig nog niet rijp voor zelfbestuur. Zonder te denken aan het regiem der groote Britsche Dominions, kan er nog geen sprake zijn van al ware het maar een stelsel van halve onafhankelijkheid tegenover het moederland. Zelfs de eenvoudige vraag der gemeenteraden, in twee of drie groote centra, is op verrena niet opgelost.

Mag men dit gezag, dat een te geringe blanke bevolking nog niet kan uitoefenen, aan een enkel persoon afstaan? Volgens de thans geldende meening, zijn velen geneigd bevestigend te antwoorden.

Doch wie zal deze persoon zijn? De Minister of de Gouverneur-Generaal? Men voelt zich geneigd te zeggen: de beste van beiden, zoo niet dadelijk een andere

vraag oprees. Wie zal telkens bepalen waar de hoogste overheid zal optreden, in Afrika of in België?

En daar ligt de knoop : er ontstaat uiteraard tweestrijd in het optreden evenals in het gezag uit hoofde van de 8,000 kilometer die Brussel van Leopoldville scheiden. Beeldt u om 't even welk stelsel in; ginder evenals hier, zal er altijd iemand moeten zijn die over het grootste gezag beschikt.

Ziet men zoo iets niet in de private ondernemingen die, in verre landen, bedrijfszetels hebben. In België is er dan een afgevaardigde beheerder en overzee een bestuurder. Ieder heeft eene uitgebreide en welomschreven bevoegdheid. Hij oefent die uit in zijn eigen kring, zonder de werking van den andere te belemmeren.

Wanneer de onderneming bloeiend is en welgekozen mannen de waarde van eene oordeelkundige medewerking begrijpen, dan denkt niemand er aan te klagen over inmenging van een collega of een overste. In theorie, is de afgevaardigde-beheerder het hoofd, en dat is logisch. In de praktijk, weten wij dat een bestuurder, die groote winsten aan de compagnie bezorgt, geen moeite heeft zijne meening te doen zegevieren.

Waar er conflict is tusschen deze beide mannen, loopt de zaak in het honderd. Zoo de beheerraad daar geen orde op stelt, dan loopt zij spaak en verkwijnt. Dit weet men in de kringen van handel en nijverheid. Ook worden de regelen van een welbegrepen dualisme er in acht genomen.

Waarom zou dit ook het geval niet zijn bij het beheer van onze Kolonie?

Het hoeft niet te worden herhaald, dat de oversten in Congo vrijelijk hun geest van initiatief moeten kunnen ontplooien. Geven zij daarvan blijken, dan zal de Minister in het bewustzijn van zijne taak hen goedkeuren en ondersteunen.

Trouwens, de mannen veranderen met den tijd, nog meer dan de Koninklijke of ministerieele besluiten. Het gebeurt, dat wanneer men in Congo voorwaarts wil, in Brussel wordt geremd. Maar het gebeurt ook, dat wanneer hier een ondernemend Minister eene nieuwigheid wil invoeren, hij in de Kolonie slechts mannen aantreft die enkel aan kalmte en bestendigheid denken. Dan moet men overleg plegen en gedachte en poging in eenklank brengen.

Mannen van goeden wil zullen daar steeds in slagen, zonder zich te moeten beroepen op geschreven beginselen. Komt aan sommigen onzer de herziening van de verordeningen wenschelijk voor, dan zal zij toch maar enkel op woorden slaan. De Minister zal daarin allicht toestemmen.

Uwe Commissie vraagt hem vooral, al zijne diensten met den vurigen wensch te bezielen meer en meer den *geest van samenwerking* in Afrika en in Europa te versterken.

* * *

De wijze waarop in België en in Congo de inkomsten van zuiver kolonialen oorsprong belast worden, werd door sommige leden van de Commissie gehekeld. Zij zagen daar een beletsel in tegen de belegging van nieuwe kapitalen in Congoleesche ondernemingen. In fiskaal opzicht, zou men meer belang er bij hebben zijn geld in vreemde koloniën te beleggen dan in de onze. Door zijn

overdreven heffingen, belet België aan Congo zijne vennootschappen voor handel en nijverheid te belasten, in de mate waarop hij recht heeft.

Wat is daarvan waar? Op de coupons van Congoleesche obligatiën in België uitbetaald, heft de Belgische fiscus 10 t. h. Hij heft slechts 2 t. h. op de coupons van vreemde obligatiën, krachtens paragraaf 2 van artikel 34 der samengeordende wetten van 2 Augustus 1919 en 3 Augustus 1920, die tot dit bedrag de belasting op roerende zaken verlaagt geheven van de inkomsten van buitenlandsche renten en roerende waarden.

Het zou dus met de waarheid strooken zoo men zegt, dat de belasting op de kapitalen, in Congo-schuldbrieven geplaatst, vijfmaal hooger is dan voor kapitalen in vreemde schuldbrieven.

Gelukkig is het niet zoo voor de aandelen. De coupons der koloniale maatschappijen en der vreemde maatschappijen zijn in België tegen 2 % belast.

Evenwel komen dikwijls verwikkelingen voor. Talrijke Congo-ondernemingen hebben belangen in andere zaken. Zij voelen meer en meer de noodzakelijkheid elkander te ondersteunen door wederzijds op aandelen in te schrijven, zooals onlangs een medewerker schreef in *La Belgique Maritime et Coloniale* ⁽¹⁾. Zij verminderen dus, door een meer uitgestrekte bedrijvigheid, het bijzonder alee der koloniale ondernemingen en verkrijgen den steun eener werkzaamheid die ze niet rechtstreeks zouden kunnen uitoefenen.

Deze belangen werpen winst af of niet. In het laatste geval treedt de fiskus niet op, dat spreekt van zelf. Maar zoo de aandelen, die eene vennootschap hier en daar bezit, dividenden uitkeert, houdt de Belgische fiskus niet de voor de aandelen-coupons voorgeschreven 2 t. h. af, maar wel 10 t. h., zooals voor de schuldbrieven.

Er werd overigens besloten door het Beheer van Financiën, dat « de dividenden die behooren bij de aandelen, welke een maatschappij bezit in andere maatschappijen die in het buitenland of in de Kolonie werkzaam zijn, in het voordeel vallen van België ».

Uitslag : de gelijkheid bij de behandeling der coupons van vreemde aandelen en coupons van Congo-aandelen, die, zooals we hooger zegden, door ons belastingstelsel geregeld wordt, verdwijnt ten nadeele van onze maatschappijen zoodra er, ingevolge eener deelneming, voordeelen geïnkasseerd worden.

Na onze koloniale schuldbrieven, worden onze koloniale aandelen dus ook minder goed behandeld dan vreemde waarden.

Onze beoordeelaars zeggen nog dat België de Kolonie benadeelt door het te hoog belasten der inkomsten van koloniale bron. Het beheer van Congo aarzelt nieuwe belastingen te heffen. Het heeft bij voorbeeld nog niet durven raken aan de schuldbrieven.

De aandelen betalen 6 t. h. Het totaal bedrag der Belgische- en Congoleesche belastingen bereikt, normaal, maar 8 t. h. Er wordt niet over geklaagd.

Doch, daar zijn ook nog de vennootschappen in deelneming en zij zijn de talrijkste. Het dividend door de eerste vennootschap betaald wordt in Congo met 6 t. h. belast. De volgende, de maatschappij met portefeuille, zal daarenboven

(1) N° van 4 Februari 1923.

10 t. h. moeten afstaan aan den Belgischen Staat ; de belasting bedraagt dus 16 t. h. Als zij op hare beurt een dividend uitkeert aan hare aandeelhouders, zal zij nogmaals de Congobelasting van 6 t. h. moeten betalen. Want voor Congo werd niets voorzien om dergelijke herhalingen te vermijden. En zoo komt men er toe 22 t. h. belasting te betalen.

In dit bijzonder geval dringt een hervorming zich op. Het koloniaal bestuur komt er niet tegen op. Uwe Commission dringt aan opdat een oplossing spoedig zou toegepast worden.

De financiën van Congo lijden er onder, daar, na de afhoudingen door het Moederland gedaan, niet meer veel aan de vennootschappen kan gevraagd worden.

De tusschenkomst van België is verzekerd, dat blijft verstaan. Wij verleen en voorschotten en toelagen aan de Kolonie.

Maar grootendeels geven wij met eene hand wat wij met de andere genomen hebben. Ware het niet eenvoudiger en min kostelijk, Congo zelf rechtstreeks zijne belastingen te laten heffen dan door onze bemiddeling?

De tegenwoordige handelwijze schijnt nog onlogischer waar het vennootschappen geldt waarin de Kolonie belangen heeft die soms de helft, de drie vierde of de negen tiende bedragen : « Union Minière du Haut-Katanga », « Sonatra », « Forminière », « Compagnie du Lomami », « Compagnie du Katanga », « Compagnie Cotonnière », « Banque du Congo Belge », « Syndicat Linier », « Pêcheries à vapeur », « American Congo Compagny », « Chemins de Fer des Grands Lacs », « Chemins de Fer du Katanga », enz.

Wat al omwegen om geld in dezelfde kas te doen komen of om het er uit te halen !

Deze critieken zijn niet van gister. Herhaaldelijk heeft men het Ministerie van Koloniën er op gewezen en dit laatste had gemeend er een middel op gevonden te hebben met, door de Kamer, een artikel 2 te doen stemmen op de begrooingswet van 21 April 1921, luidende :

« De handelsvennootschappen in België of in Congo gesticht onder het beheer der in de Kolonie van kracht zijnde wetgeving, zijn uitsluitelijk onderworpen aan de koloniale wetten, zelfs zoo zij in België hun bestuurlijken hoofdzetel hebben en dat de beheerraad en de algemeene vergadering er samenkomen. »

Het Departement van Koloniën had ongetwijfeld de mogelijke verklaring van dit artikel niet voorzien door het Departement van Financiën. Deze verklaring ware de volgende :

De vrijstelling van belastingen voorzien bij artikel 2 voor de koloniale vennootschappen wordt beperkt :

1^o Tot de *handels* vennootschappen. De *burgerlijke* vennootschappen kunnen haar dus niet inroepen ;

2^o Tot de belastingen waarvan de *vennootschappen* zelf den last dragen.

De *aandeelhouders* en *obligatiehouders* genieten haar niet. Gewis, het is de vennootschap die de belasting voor hunne rekening en door middel van afhouding betaalt. Maar zij is gemachtigd haar terug te vorderen en dus mag deze belasting niet worden beschouwd als drukkende op de vennootschappen. De eenige

belasting op het inkomen, die op de vennootschap als zoodanig drukt, is de bedrijfsbelasting op de niet uitgekeerde winsten. Het is ook de eenige waarvan de Congoleesche vennootschappen de vrijstelling mogen invoeren.

Zulke redeneering laat niets of zeer weinig over van artikel 2.

De obligatiën blijven steeds 10 t. h. betalen en de aandelen 2 t. h., zonder het bijzonder regiem te vergeten toepasselijk op de vennootschappen met portefeuille. Er is enkel nog vrijstelling voor de bedrijfsbelasting die de Belgische Staat *had kunnen* heffen van de *niet uitgekeerde* winsten.

Thans zijn onderhandelingen aan den gang tusschen de Congoleesche vennootschappen en de Commissie van Financiën om eene gunstiger behandeling te bekomen. Het ontwerp houdende verhooging van de belasting op het inkomen wordt onderzocht.

Zij vragen dat men zou onderzoeken of ze in België niet op de volgende wijze kunnen belast worden :

Een roerende belasting van 2 t. h. op de schuldbrief-coupons en de aandeel-coupons. Geen bedrijfsbelasting op de niet uitgekeerde winsten. Bedrijfsbelasting op de wedden, winstaandeelen, enz. in België aan de beheerders, commissarissen en bedienden betaald. Inkomsten van koloniale oorsprong zouden met het oog op de berekening der supertaxe in het totaal bedrag der inkomsten begrepen worden.

Uwe Commissie denkt dat deze vragen belangstelling verdienen. Zij strekken er feitelijk naar, de Congo-waarden met het oog op den fiskus op gelijken voet te stellen met de vreemde waarden.

Ze duiden weliswaar een vermindering aan van 2 t. h. in vergelijking met het ontwerp van 1 Februari 1923 in zake belasting op de vreemde waarden. Doch het is wel begrepen dat de belastingen in de Kolonie zouden verhoogd worden naarmate dat zij in het Moederland zouden verminderen.

De belanghebbenden verklaren het duidelijk, en alleen op die voorwaarde kan uwe Commissie hunne stappen met welwillendheid nagaan. In globo zullen zij dezelfde heffingen betalen, maar de verdeeling zal van meer practischen aard zijn en Congo zal er meer baat bij vinden.

Het komt ons voor, dat men terecht aan het Gouvernement der Kolonie een grootere bevoegdheid in zake belastingen toekent. Zijne agenten bevinden zich ter plaatse, oordeelen met meer bevoegdheid over de zaken waarop de fiskale lasten kunnen toegepast worden en in hoe verre de ondernemingen kunnen belast worden, zonder aan hunnen bloei te schaden.

Met eene verzachtende regeling nochtans. De koloniale ambtenaren moeten weten dat ze gansch onafhankelijk optreden, en dat ze ondanks den grooten afstand die het hoofdbestuur van het Parlement scheidt, ontwapend staan tegenover de machtigste private belangen.

*
* *

Er werden bezwaren geopperd in de afdeelingen ten opzichte van sommige vergoedingen aan ambtenaren in Congo betaald, in verhouding met den wissel-

koers van het pond sterling. Uit dit stelsel zou blijken dat ons koloniaal personeel er eenigszins belang bij heeft den wisselkoers te zien stijgen, met andere woorden de nationale valuta te zien dalen.

Wij zouden dergelijke geestestoestand alleen kunnen betreuren. En de last die hierdoor voor de openbare schatkist met den dag zou zwaarder worden, zou niet minder betreuenswaardig zijn. Uwe Commissie stond er dan ook op, den Minister van Koloniën te ondervragen. Hij antwoordde :

« De duurtetoeslag voor het personeel der Kolonie, berekend volgens den wisselkoers van het pond sterling, werd vastgesteld bij Koninklijk besluit van 6 December 1920, met terugwerkende kracht vanaf 1 September 1920 :

» EERSTE ARTIKEL. — Ons besluit van 3 Augustus 1920 voormeld, is ingetrokken en door de volgende schikking vervangen :

» Het personeel der Kolonie, met uitzondering van de eigenlijke magistraten en beambten van het gerecht, geniet eene veranderlijke dagelijksche vergoeding, berekend naar den koers van het pond sterling op :

» 60 centiem per frank verhooging boven de 25 frank, te Elisabethville en in de naburige mijncentra ;

» 40 centiem te Boma, Matadi, Leopoldville, Kinshasa, Coquilhatville en Stanleyville ;

» 20 centiem overal elders. »

» ART. 2. — Het bepalen der mijncentra in de buurt van Elisabethville geschiedt door de zorgen van den Gouverneur-Generaal.

» De economische toestand in de maand Augustus 1920 was nog te onzeker om den duurtetoeslag geen veranderlijk karakter te geven.

» De bestaande moeilijkheden vergden eene onmiddellijke oplossing.

» Een duurtetoeslag was overigens in voege, maar stemde grootendeels overeen met eene weddeverhoging.

» Deze beschouwingen legden een veranderlijken rooster op.

» Voor de toepassing waren er slechts drie stelsels :

1° De vaststelling van het bedrag door de plaatselijke commissiën ;

2° Het indexstelsel ;

3° Het steunen op een geldelijken grondslag.

» Wij bezaten op dit tijdstip in Congo geen voldoende gegevens over de bestanddeelen van het eerste stelsel en over de mogelijke uitgave.

» Het tweede stelsel was vatbaar voor willekeur en conflicten.

» Aldus nam men zijn toevlucht tot het derde, dat reeds in voege was in groote handelsvennootschappen van Katanga, op dit oogenblik scheen het billijk, vermits de kostprijs van de meeste ingevoerde producten in ponden sterling werd berekend en het vraagstuk van de levensduurte in Katanga het meest acuut en ingewikkeld was.

» De totale last, die natuurlijk zeer veranderlijk was, werd door mijn departement voor enkelen tijd als volgt berekend :

» a) 166 ambtenaren trekken de vergoeding van fr. 0.60, wat per jaar maakt	$166 \times 0.60 \times 365 = \text{fr.}$	36,354
» b) 459 ambtenaren trekken de vergoeding van fr. 0.40, wat per jaar maakt	$459 \times 0.40 \times 365 = \text{fr.}$	67,014
» c) 1,319 ambtenaren trekken de vergoeding van fr. 0.20, wat per jaar maakt	$1,319 \times 0.20 \times 365 = \text{fr.}$	96,655
Totaal.		<u>fr. 199,655</u>

of globaal 200,000 frank, die den duurtetoeslag vertegenwoordigen, die moet betaald worden per jaar en per punt stijging van het pond sterling boven 25 frank.

» Op de begrooting voor 1923, met inbegrip van de gespecialiseerde diensten, werd 4,500,000 frank voor dezen last voorzien.

« Doch, bij de amendementen waardoor toegevoegde credieten aangevraagd worden, zal een som van 5,000,000 frank behooren tot verhooging van de uitgaven voor duurtetoeslag, als gevolg op de stijging van het pond sterling en de daling van den frank.

» In welke mate komt het verschil tusschen het pond en den frank heden overeen met den levensstandaard in Congo? Deze vraag houdt de aandacht van de Regeering gaande. »

Het antwoord van den achtbaren Minister van Koloniën bewijst dat de bezwaren van sommige onzer collega's niet ongegrond waren. De som van negen millioen en half doet reeds nadenken. Niets bewijst dat ze zal volstaan. Tegen den huidige koers, zou men twaalf tot dertien millioen moeten inschrijven in de Begrooting

Er is echter iets gewichtigers dan eene vermeerdering van uitgaven in deze moeilijke tijden. Het is de zedelijke invloed die op den duur moet doen ontstaan een stelsel dat aan den ambtenaar meer voordeelen geeft, naarmate het Belgisch crediet afneemt.

Zoo de levensstandaard in Congo in rechtstreeksch, mathematisch verband stond met de waarde van den frank in verhouding tot het pond sterling, dan zou het behoud van het stelsel kunnen gebillikt worden. Maar dit is het geval niet.

Men begrijpt dat de Regeering in de maand Augustus 1920, toen de duurtetoeslag in Afrika besproken werd, een veranderlijke vergoeding aannam berekend volgens den koers van het pond sterling. Op dat oogenblik had België inderdaad zijn uitvoer in Congo nog niet ernstig kunnen hervatten en stond Congo nog in hoofdzaak afhankelijk van de Engelsche markt.

Men zou desnoods kunnen gelooven dat het pond en de frank een gelijklopenden gang zouden houden. Velen beeldden het zich inderdaad in. Doch de toestand wijzigde zich sedert dien teenemaal.

Op dat tijdstip, was de koopkracht van het pond berekend volgens zijn koers in vergelijking met den dollar, die als goudstandaard gold. Deze verhouding

bedroeg, in Januari 1921, 3,75 dollars voor één pond, hetgeen voor het pond een vermindering van 30 t. h. van zijne goudwaarde beteekende.

Naar aanleiding van voor Engeland gunstige economische toestanden, hield het pond niet op den koers van den dollar te naderen, terwijl de Belgische of Fransche frank deze stijging niet volgde. Thans telt de koers van het pond ongeveer 4.70 dollars (de pariteit bedraagt 4 dollars 86.65), hetgeen alleen nog een verlies van 3 $\frac{1}{2}$ t. h. op de goudwaarde beteekent.

Deze strekking kan alleen versterken.

Uit die beschouwingen blijkt, dat het pond dus op den goudstandaard ongeveer 30 t. h. — 3 $\frac{1}{2}$ t. h. = 26 $\frac{1}{2}$ t. h. op de waarde van Augustus 1920 ingewonnen heeft.

De koopkracht van het pond werd er gansch door gewijzigd; hetgeen duidelijk bewezen wordt door den koers van het goud in Engeland (in Januari 1920 had men 1 ons goud voor 117 pond; thans voor 87 pond 11 sh., hetzij een verschil van 25 t. h. ongeveer), door de onafgebroken daling van het Officieel Index der levensduurte in Groot-Brittanië, waar het van 265 t. h., voor Januari 1921, op 178 t. h., voor December 1922, hetzij met ongeveer 32 t. h. verminderd is, en door het afnemen der Engelsche loonen in 't algemeen.

Met andere woorden, het pond waarop thans de mobiele schaal wordt toegepast, is niet meer hetzelfde pond dat in 1920 werd in aanmerking genomen.

Enkel uit de verbetering van den wisselkoers van het pond in verhouding tot den dollar, werd de duurtetoeslag der koloniale ambtenaren met minstens 26 $\frac{1}{2}$ t. h. extra verhoogd, hetgeen niet in de ramingen was voorzien.

Dat is echter niet het eenig bezwaar van dit stelsel. Het index van de levensduurte in België heeft niet de stijging van het pond gevolgd. De reden daarvan is, dat politieke gebeurtenissen, het gebrek aan vertrouwen, internationale speculering, het pond buitenmate hebben opgedreven en aldus het verband tusschen het pond en den frank hebben uiteengerukt, verband dat niets anders moest zijn dan de uitdrukking van de verschillende koopkracht dezer munt in elk der beide landen. Hoe verre drijft deze wanverhouding hare gevolgen? Dit is moeilijk vast te stellen. Niettemin kan men zeggen, dat hierin de koloniale ambtenaren nogmaals een voordeel vinden, waaraan zij, die het stelsel hebben ingevoerd, niet hadden gedacht.

Deze toestand is ongetwijfeld nog verscherpt in Congo, waar een gedeelte der voedingsmiddelen der blanken uit inlandsche voortbrengselen bestaat. In Katanga, was op 31 December 1920 het index 276. In Mei-Juni-Juli 1922, was het tot 244 gedaald. Daar, evenmin als in België, staat de prijs der artikelen van plaatselijke herkomst geenszins in juiste verhouding tot den koers van het pond, waaruit, drie jaren geleden, een mogelijk zoowel als onvoorzien profijt te verwachten was.

Is de Regeering voornemens een toestand terecht te wijzen, die hoe langer hoe minder te billijken is? Uit het antwoord van den Minister van Koloniën schijnt te blijken van ja.

Er kan hoegenaamd geen sprake van zijn, aan onze koloniale ambtenaren, vol werkkracht en toewijding, de vergoedingen te onttrekken, waarop zij recht

hebben. De formule echter moet veranderd worden. Die formule is niet meer billijk; zij brengt een spijtige geestesgesteldheid tot stand; zelfs in buitenslandsch opzicht is zij een factor van verwarring welke wij in de toekomst zeer zouden kunnen betreuren.

Wordt de duurtetoeslag behouden, dan kan hij niet eerlijk blijven toegepast worden dan zoo men ernstige grondslagen tot schatting bekómt, wat het index-number betreft in de onderscheidene gewesten van Congo. Ongetwijfeld is het Departement van Koloniën reeds begonnen met het verzamelen der vereischte stukken. De Regeering hoort het, te gelegener tijd de noodzakelijke maatregelen te treffen.

* * *

De Concessie-regeling gaf aanleiding tot tal van belangwekkende opmerkingen. Dienaangaande, vestigt uwe Commissie vooral de aandacht op de vergoedingen welke de gemeenschap terecht zou kunnen eischen van de groote Concessiehouders.

Eene maatschappij bekomt het monopolie van een bedrijf in eene bepaalde streek, den eigendom der mijnen of van gronden, eene spoorwegconcessie, enz. Weliswaar betaalt zij belastingen of rechten, doch heeft zij geene verderere verplichtingen?

Uwe Bijzondere Commissie is er van overtuigd, dat niets verwaarloosd moet worden om de zakenmannen belang te doen stellen in onze Kolonie. Zij erkent zonder aarzelen, dat op dit gebied niets invloedrijker is dan het vooruitzicht op rijke vergoeding voor de aangewende kapitalen. In vele gevallen is een voorrecht, een monopolie, het eenige middel om een minimum-profit te waarborgen.

Daar zijn er evenwel andere, waar de exploitatie zonder mededinging meer dan een minimum opbrengt. Deze of gene vennootschap heeft in mijnen of in gronden de mogelijkheid verkregen van eene fortuin die eens reusachtig groot kan worden. Het is billijk, beweerden sommige leden, haar iets meer te vragen dan de afbetaling van een tol of van gewone belastingen.

Zij hebben nader bepaad : de verkrijgers van groote concessies dienden mede te werken aan de ontwikkeling van de Kolonie op andere wijze dan door de exploitatie van de rijkdommen die men hun overlaat. Zij zouden moeten deelnemen aan de bestrijding der ziekten, bij voorbeeld, door het bouwen van hospitalen of sanatoria. Zij zouden nieuwe boomsoorten, en veedat in andere koloniën met voordeel werd ingevoerd, ook moeten invoeren. Zij zouden de inlandsche bebouwingen moeten uitbreiden, de wegen en het bijkomend vervoer moeten verzorgen.

Aan dezen die deden opmerken dat verschillende vennootschappen reeds in dien zin werkten, antwoordden onze collega's dat den maatregel moest algemeen gemaakt worden, dat het niet mocht afhangen van den goeden wil der belanghebbenden, dat het eene verplichting moest zijn en niet eene daad van welwillendheid.

Men moet ten anderen aannemen, dat het algemeen belang hier samengaat met het particulier belang. Wordt de Congo meer en meer gezond, neemt de land-

bouwproductie in sterke mate toe, breiden de verkeerswegen zich naar alle zijden uit, dan zullen natuurlijk de groote ondernemingen daarvan het meeste voordeel halen.

Zij moeten blank personeel hebben, en werkvolk vinden onder de negers. Het is voor haar van hoofdzakelijk belang dat de bevolking aangroeie, gezond weze, goed gevoed en met haar lot tevreden. Steunen zij alleen op den Staat om dit te bereiken, dan is het te vreezen dat hare hoop heel lang op vervulling zal wachten.

Wanneer zij, daarentegen, alle besluiten, in de mate harer krachten het voorbeeld na te volgen van de genoemde ondernemingen, zullen zij aldra inzien dat niet alleen het openbaar welzijn bevorderd wordt met de gebrachte offers.

Groote werken komen maar tot stand door talrijke en doorlopende pogingen, meer dan door den arbeid uit een enkele bron, en met stukken en brokken uitgevoerd. In een onmetelijk land als Congo is, er met de beperkte middelen waarover wij beschikken, is het meer dan elders noodig de Regeering terzijde te staan.

Er zijn slechts tienduizend blanken in Congo. Een zoo klein getal kan de doelmatige hulp niet verzekeren. Wij tellen er echter talrijke ondernemingen met belangrijke kapitalen. Zij zijn op verre na niet alle geslaagd, zal men zeggen, en het lijkt paradoxaal eene buitengewone medewerking van haar te eischen, een krachtsinspanning naar buiten, wanneer de eigen zaak er zoo schamel voorstaat.

Willen zij er echter over nadenken, dan zullen ze begrijpen dat er daar iets meer is dan een willekeurige wensch.

Wanneer in een oud land eene nieuwe nijverheid wordt opgericht, hoe lang duurt het dan niet alvorens de eerste winsten worden uitgedeeld? De fabriek moet gebouwd en ingericht, de machines opgesteld, de grondstoffen bijgebracht, de werklieden gevormd, de fabricatie aangevangen, afnemers gevonden, den financieelen gang geregeld worden. Allemaal stappen die verschillen met het soort, maar die allemaal tijd vergen.

Zoo gebeurt het ook voor elke nieuwe onderneming of exploitatie.

Wat moet het dan zijn in een nieuw land? Alles duurt daar onvermijdelijk langer. En 't ergste van al is de afwezigheid van *oudere ondernemingen* welke, in onze oude landen, ter plaatse zijn om ons in korten tijd het noodige te leveren voor den bouw, de uitrusting, het werk.

In Congo moet men ofwel alles in zijn primitieven staat nemen en het zoo goed als 't kan aanpassen, ofwel alles doen komen uit zeer verre streken. De verschillende stadiums van het in gang zetten worden daardoor zooveel te langer. In vele gevallen verlopen er lange jaren tusschen den eerste slag van het houeel en het eerste product.

Treffender nog is het, dat menige zaak niets opbrengt, eenvoudig omdat de Kolonie onvoldoende uitgerust is. Gebrek aan werkvolk of gebrek aan vervoer, — om deze of om een andere reden — hebben die ondernemingen er het grootste belang bij eene algemeene ontwikkeling van het grondgebied te bevorderen. Elk offer dat zij zich daartoe getroosten zou ten slotte in hunne rekeningen enkel te voegen zijn bij de uitgaven van eerste instelling.

Uwe Commissie oordeelt daarom dat men de gedroomde verbetering eer moet verwachten van hun juist zakenbegrip dan van de voorwaarden die men aan de toekomstige concessiehouders zou opleggen, dan van de drukking op de tegenwoordige bezitters van reeds vergunde gebieden. Bij eenig nadenken is die saamenhoorigheid onzer Congo-ondernemingen al te noodzakelijk dat men niet zou durven hopen dat elk van haar meer dan hare strenge verplichtingen nakomen zal in het algemeen belang.

. . .

In de opsomming van de dingen die men van de concessiehouders verwacht, was er veel sprake van planterijen. Want de Koloniale wereld voelt meer en meer de noodzakelijkheid deze uit te breiden.

Het verslag over de Koloniebegroting van 1923 wees er op hoe weinig belangrijk de invoer uit Congo was van de producten buiten grond, diamant, koper, copal, ivoor, palnoten en palmolie. En onder deze producten is de opbrengst van de planterijen ternauwernood 2,000 ton per jaar.

De cultures in Congo zijn niet genoeg ontwikkeld om een aanzienlijken uitvoer aan den gang te houden. Op vele plaatsen volstaan zij evenmin om de bevolking te voeden.

Zoo worden in Katanga ieder jaar duizenden ton graan en meel ingevoerd. In de Kasai zou er volgens de laatste berichten een onvoldoende oogst zijn. In de goudstreek heeft men eene groote krachtinspanning moeten doen om de zwarte arbeiders met een werkelijk overvloedig voedsel te voorzien.

Wij produceeren rijst in Congo. Maar te Boma kost hij duurder dan degene die men uit Amerika doet komen.

Wat de aardappelen betreft, deze worden bijna niet gekweekt, en onlangs sprak men van menschen te Lusambo die ze op 400 kilometer van daar gingen halen.

Sedert tien of vijftien jaar bespreekt men de quæstie of men den inlandschen landbouw moet aanmoedigen, ofwel of men de voorkeur moet geven aan Europeesche boeren die zich in Congo zouden vestigen. Volgens de gezindheid van het oogenblik deed men nu het een en dan het ander, zonder tot groote uitslagen te komen zooals men ziet.

In afwachting dat men akkoord gerake over eene duidelijk afgelijnde landbouwpolitiek is het noodig dat *onverwijld* eene groote krachtinspanning gedaan worde om levensmiddelen-cultures aan te leggen daar waar groote werken worden uitgevoerd of ontworpen zijn.

Men kan er inderdaad niet aan denken een aanvang te maken met bij voorbeeld een spoorweg, waarvan het aanleggen duizenden vreemde arbeiders naar de streek trekt, zonder vooraf maatregelen te hebben getroffen voor de voedselvoorziening.

Moet men, niet alleen het materieel voor de spoorlijn, maar ook nog de massa voedsel voor die menigte noodig, van verre doen komen, dan zal dit een opeenhooping medebrengen, vertraging, en te hooge prijzen. De ter plaatse aangelegde cultures integendeel doen die bezwaren verdwijnen en helpen tot de ontwikkeling van de streek.

Uwe Commissie onderstelt dat dit belangrijk punt niet zal ontsnapt zijn aan

de waakzaamheid van de Regeering. 't Is bijna onnoodig er op te wijzen dat de zwarte arbeiders volstrekt goed moeten gevoed worden. Al de ernstige ondernemingen weten dit, doen het, en bevinden er zich wel bij. De laatste toepassing daarvan, vernamen wij, geschiedde in de mijnen van Kilo.

« Zoo de inwoner van Centraal Afrika », zei onlangs eene mededeeling van de *Académie de Médecine* van Frankrijk « zoo licht aan dood en ziekte onder » hevig is, dan komt dit doordat hij niet voldoende gevoed is, doordat zijn » voorouders het ook niet waren, en dat de inspanning die men van hem vraagt » niet in verhouding is met zijn tegenwoordige lichaamskrachten ».

In de Kasai, willen wij hopen, zijn de noodige maatregelen reeds getroffen om groote levensmiddelencultures aan te leggen. Zoo zullen van den aanvang af de massa's zwarte arbeiders bij de werkhuizen al het voedsel vinden dat zij noodig hebben.

*
*
*

Zooals de vorige jaren, werd er in de afdeelingen gesproken over hetgeen er moet gedaan worden om den kolonialen geest in België te ontwikkelen.

Al stelde men vast dat de groep Kolonialen in de Kamer als in den Senaat aanzienlijk versterkt is, heeft een lid gemeend dat er nog te veel parlementsleden niet op de hoogte waren van de koloniale zaken. Het beste middel om dien toestand te verhelpen, meende hij, was het zenden van eene Parlementaire Commissie naar Afrika.

Het onderzoek dat zij ginder zou instellen zou zeker leiden tot uitslagen waarbij het land alle voordeel zou vinden. De Commissieleden zouden, zoo dan niet eene uitgebreide en degelijke bevoegdheid, dan toch een beter begrip van de kolonievraagstukken verkrijgen.

Hunne geschreven en mondelinge verslagen zouden onpartijdig de andere leden van het Parlement voorlichten. Volgens de indieners van het voorstel zouden wij eindelijk allen weten wat wij aan Congo hebben.

Op het land zelf zou de indruk zeer gunstig zijn; het gerucht dat onvermijdelijk rond eene dergelijke tocht zou gemaakt worden, zou voorzeker eene uitstekende propaganda wezen.

De ambtenaren en kolonialen zouden zeer aangemoedigd zijn door die aanwezigheid van de vertegenwoordigers der wetgevende macht, op de plaats waar deze vaak onbekende, dikwijls heldhaftige en altijd toegewijde pionniers, steen voor steen ons overzeesch rijk opbouwen.

Zelfs de Regeering zou in dit parlementair onderzoek in Congo veel voordeel vinden. Het zou haar eene nieuwe bron van inlichtingen aan de hand doen, een meer algemeene steun voor hare ondernemingen, en een Parlement dat dieper doordrongen is van de gedachte dat Congo onmisbaar geworden is voor België.

Zonder te betwisten dat er in deze beweeggronden een deel waarheid ligt, oordeelt uwe Commissie dat de kosten van eene dergelijke reis al te hoog zouden loopen. De voordeelen die uit dien tocht het land, of degenen die hem meemaken, zouden kunnen trekken, zouden nooit de kosten vergoeden welke in dezen duren tijd het zenden van een dertigtal personen op duizenden kilometer afstand en

hunne talrijke verplaatsingen op een grondgebied zoo groot als het vierde van Europa, zouden medebrengen.

Tegenover de openbare meening zou ook het oogenblik nooit slechter kunnen gekozen worden om eene zoo zware uitgave te doen voor zulk doel. Daarom heeft uwe Commissie zich met het voorstel niet kunnen vereenigen.

Vervolgens was er sprake over de economische inlichtingen. Men heeft geklaagd over de schaarschte aan officieele inlichtingen op gebied van handel in de Kolonie, over de plaatsen die er te krijgen zijn en de zaken die er kunnen gedaan worden.

Op dit oogenblik, zei een lid, weten de menschen, die zich willen documenteeren, niet tot wie zij zich wenden moeten. De inrichtingen waarnaar men hen verwijst zijn van privaten aard.

In het Ministerie van Koloniën is nochtans een bijzonder bureel voor handelsinlichtingen. Men kan ook schrijven aan de handelsbesturen van Leopoldstad en Elisabethstad. Dit is waar, maar de *manier* is er niet.

Naar Afrika schrijven vraagt tijd. Maanden verloopen eer men het antwoord krijgt. 't Is dus hier dat men het antwoord moet kunnen geven.

In een Ministerie zitten wachten, in de lange rij gaan staan om den eindelijk gevonden ambtenaar te hooren zeggen dat hij het vraagstuk zal onderzoeken en er te gepasten tijde zal op antwoorden, is niet aanmoedigend voor de massa onzer medeburgers. Noodig is de voorlichting zonder administratief geleuter, zonder protokol en zonder formaliteit, het commercieel gegeven, in commercieelen stijl, met commercieele snelheid.

Men sprak in de Commissie over het voorbeeld door Londen gegeven door meestal de Britsche koloniën.

In het zakencentrum, bezitten zij bureelen waarvan er sommige prachtig zijn ingericht, andere meer bescheiden, maar die alle buitengewoon goed zijn uitgerust om overvloedige en uitstekende inlichtingen aan iedereen te kunnen verstrekken.

Catalogi, stalen, prospectussen, foto's, gidsen, kaarten, prijzen, alles ligt er in *onmiddellijk* bereik van het publiek. Met een minimum van moeite, bijna op den eigenden stond, gaat de belanghebbende daar weg, ruimschoots ingelicht over wat hij er zoekt. Hij zal enkel nog moeten aanvullen naarmate zijn zaak zich voordoet of uitbreidt.

Onze collegas vragen aan het Ministerie van Koloniën een dergelijk inlichtingskantoor zoo spoedig mogelijk te openen, zonder weelde, zonder nuttelooze uitbreiding. Maar er moet een vlug personeel zijn, met moderne gedachten, de fiches moeten er zorgvuldig bijgehouden worden, en het moet vooral gemakkelijk *bereikbaar* zijn.

* * *

Op stuk van zaken begint die koloniale geest, dien de afdeelingen in België zouden willen zien heerschen, zich duidelijk te vertoonen. Zij die weten wat de toestand was, nu 20 jaar geleden, en dien vergelijken met thans, zullen zich verheugen. Men denke maar eens aan den tegenstand en de vijandigheid die het overnemen van Congo in 1907 nog ontmoette.

Wij zijn er voorzeker nog niet toe gekomen Congo te beschouwen als een integraal deel van het land, zooals de Hollanders hunne koloniën beschouwen. Wij staan verre van England, waar reeds in de XVIII^e eeuw, het lot van de Kabinetten afhing van de nieuwstijdingen uit Indië. Wij hebben zelfs nog niet « de Kolonie in het bloed », zooals de Portugeezen, die reeds zoo dikwijls aanbiedingen afwezen, nochtans zoo verlokkelijk voor een verarmd land, alleenlijk omdat zij afbreuk deden aan de laatste overblijfselen van een roemrijk verleden.

Maar wat er ook van zij, wij zijn vooruitgegaan op den weg sedert Leopold II die heilzame daad stelde. Congo is losgekomen uit de financieele en administratieve banden. Elk belangrijk blad heeft zijn koloniale kroniek. Duizenden voordrachten worden ieder jaar over Congo gegeven. Heel de natie viert thans de herinneringsdagen der Kolonie.

Overall spreekt men van dien Congo, te beginnen met de scholen. Men houdt er van, zelfs waar men beknibbelt; men hecht er zich aan, zelfs waar men lijdt. Het gevoel en het belang doen ons Congo steeds duurbaarder worden.

De tijd is voorbij, dat kwaadwillige vreemdelingen het gerucht konden verspreiden dat er in België talrijke en invloedrijke groepen bestonden, die bereid waren zich te ontdoen van eene al te kostbare en compromitteerende kolonie.

Wij hebben aan de wereld kunnen bewijzen dat er hier niemand meer onverschillig blijft voor de toekomst van ons koloniaal bezit. Wij hebben op allerlei wijzen getoond, dat men niet moet twijfelen aan onzen wil, Congo onaangetast te bewaren en aan onze onvertuiging, volkomen bij machte te zijn onze Kolonie zelf te kunnen exploiteeren.

In België is er een koloniale geest. Deze enkele vaststellingen bewijzen het voldoende. Men hoeft dien geest enkel te ontwikkelen.

* * *

Uwe Bijzondere Commissie heeft de eer u voor te stellen de Begrooting van het Ministerie van Koloniën voor 1923 (Uitgaven van het Moederland) goed te keuren.

De Verslaggever,
PIERRE FORTHOMME.

De Voorzitter,
E. TIBBAUT.
